

Points saillants

La production agropastorale a été globalement bonne, en hausse par rapport à la moyenne quinquennale. Cependant, les échanges commerciaux sont fortement perturbés, notamment dans les régions du Sahel au Burkina Faso, de Mopti au Mali et de Tillabéry au Niger. Ils demeurent également perturbés dans le bassin du lac Tchad, dans les régions Nord-Ouest et Sud-Ouest du Cameroun et au nord du Mali.

La situation nutritionnelle reste alarmante dans toute la région. Le taux de la malnutrition aiguë globale (MAG) dépasse le seuil d'urgence (> 15 %) dans certaines zones au Nord-Est du Nigéria, au Burkina Faso.

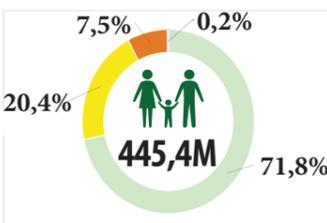
Les 16 pays analysés de la région du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest et le Cameroun comptent en octobre-décembre 2023 environ 34,6 millions de personnes qui ont besoin d'assistance immédiate (phases 3-5), dont 18,6 millions de personnes au Nigéria, 2,9 million au Cameroun, 2,3 million au Niger, 2,2 million au Burkina Faso, 2 million au Tchad, 1,9 million au Ghana. Cette situation risque de s'aggraver, principalement en raison de l'insécurité civile et les conséquences socioéconomiques des sanctions sur le Niger. En juin-août 2024, près de 47 millions de personnes (7,8 %) seront probablement en situation de crise ou pire, avec près de 2 million de personnes en situation d'urgence (phase 4).

Des personnes déplacées, continuent d'être observées dans certains pays au Burkina Faso, au Cameroun nord-ouest du Nigéria et au Niger.

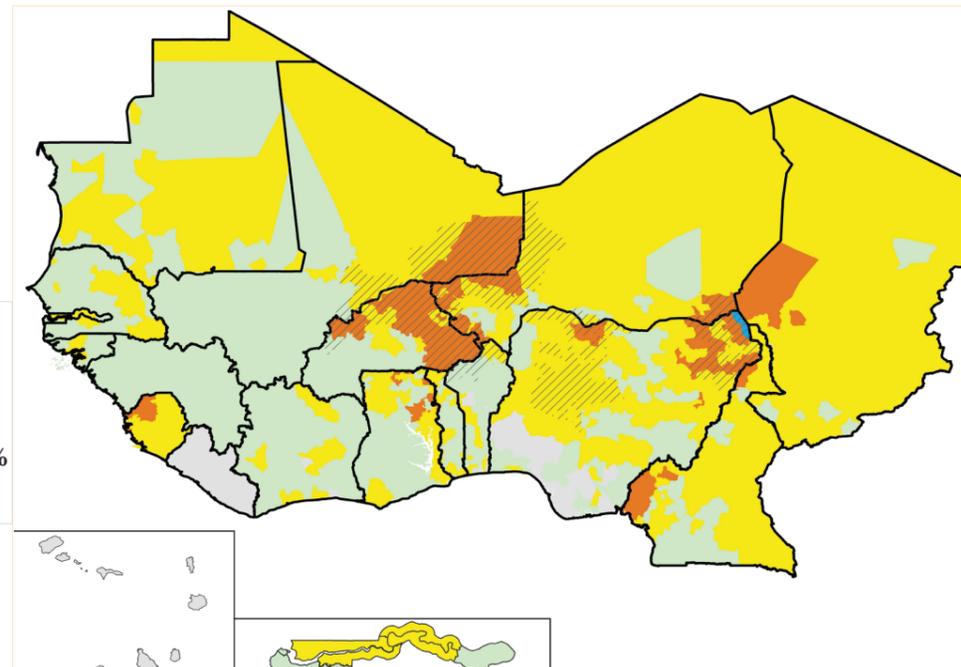


34,6 millions

de personnes soit 7,8% de la population analysée sont en situation de crise ou pire (Phases 3-5)



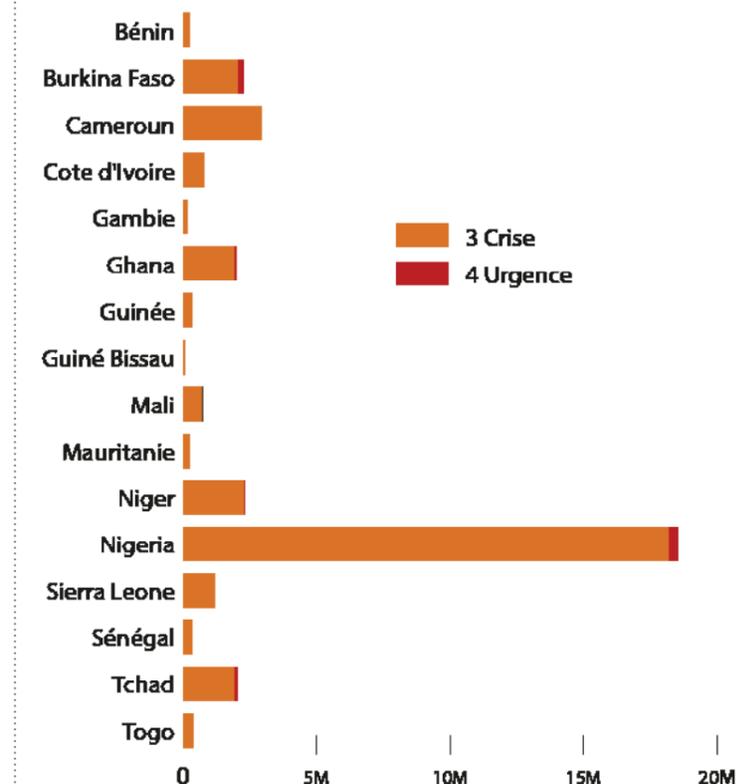
Situation courante : octobre-décembre 2023



Légende

- Phase 1 : minimale
- Phase 2 : sous pression
- Phase 3 : crise
- Phase 4 : urgence
- Phase 5 : famine
- Non analysé
- Zones partiellement inaccessibles

Situation courante : octobre-décembre 2023 (phases 3-5)



Facteurs déterminants



Insécurité

La situation sécuritaire impacte négativement sur les moyens d'existence des populations en les exposant davantage à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle sévère, notamment dans les zones des trois frontières et le centre ouest du Nigéria.



Fermeture des frontières

Les sanctions de la CEDEAO et l'UEMOA sur le Niger avec la fermeture des frontières et du flux financier perturbent les échanges commerciaux transfrontaliers dans la région.



Inondations

Des pluies diluviennes ont frappé et endommagé les cultures dans plusieurs zones au Ghana, au Niger et au Tchad.



Dysfonctionnement des marchés

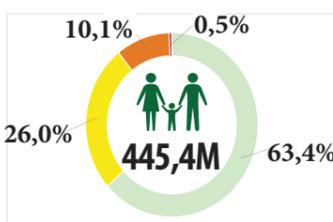
Les échanges commerciaux sont fortement perturbés par la fermeture de plusieurs marchés dans les zones affectées par l'insécurité.

Il y a aussi la baisse du pouvoir d'achat des ménages en lien avec la détérioration du taux de change des monnaies locales en Sierra Leone, au Nigéria et au Ghana.

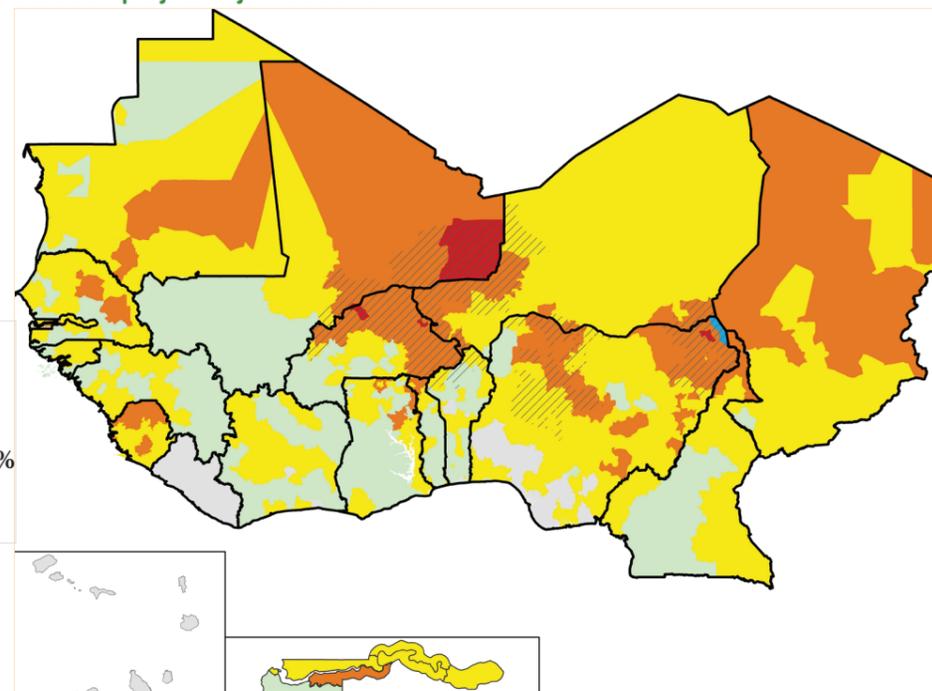


47 millions

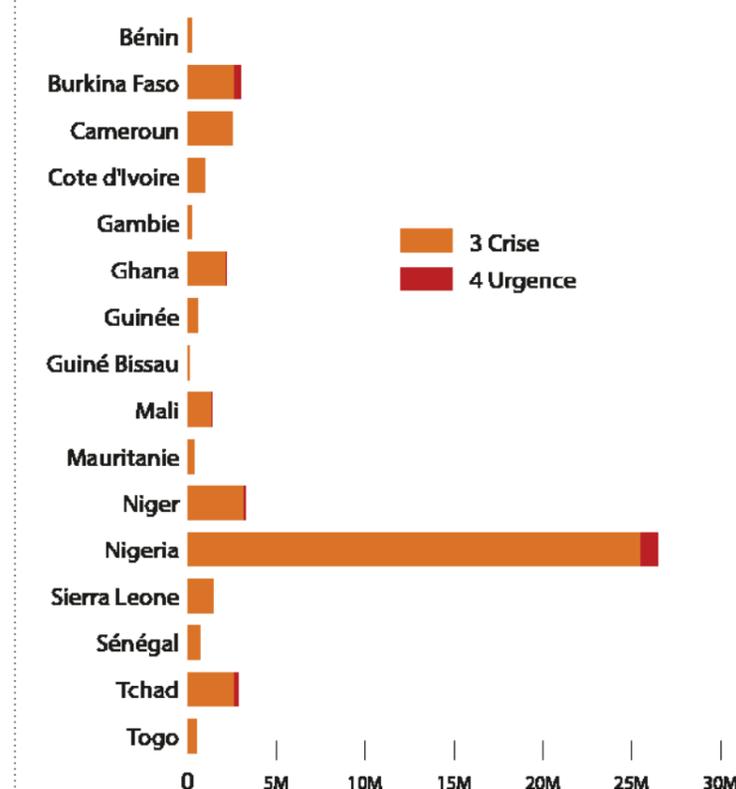
de personnes soit 10,5% de la population analysée risque d'être en situation de crise ou pire (Phases 3-5)



Situation projetée : juin-août 2024

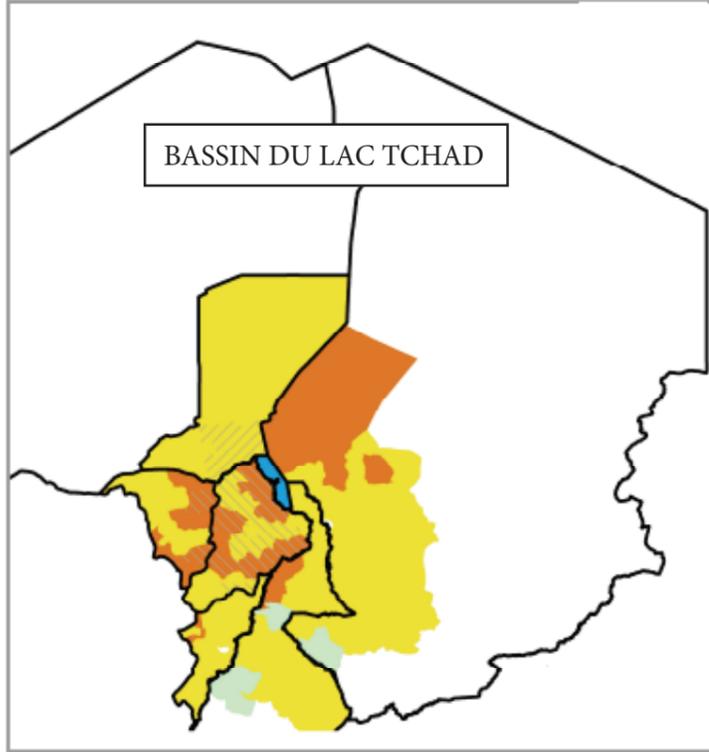


Situation projetée : juin-août 2024 (phases 3-5)



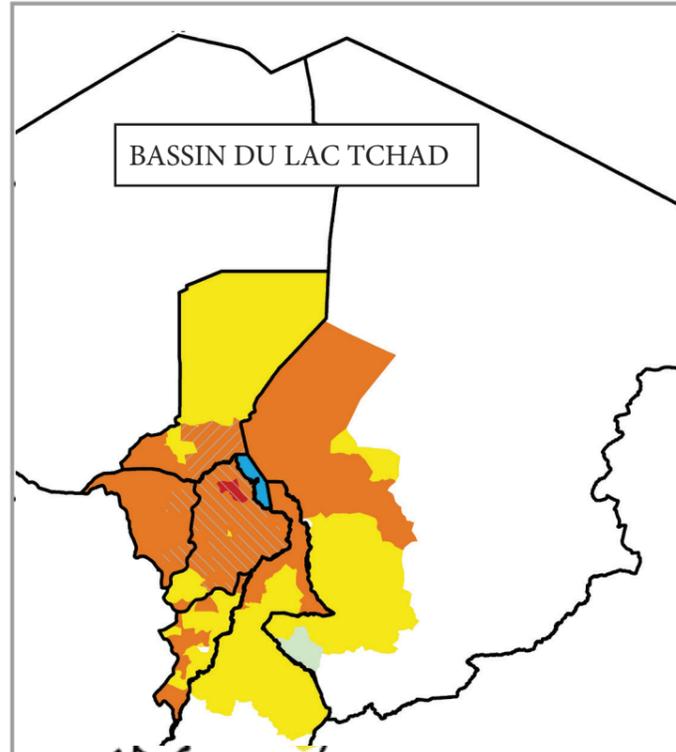
5 millions

Situation de crise alimentaire dans le Lac Tchad (Niger, Nigeria et Tchad)
Situation courante : octobre-décembre 2023



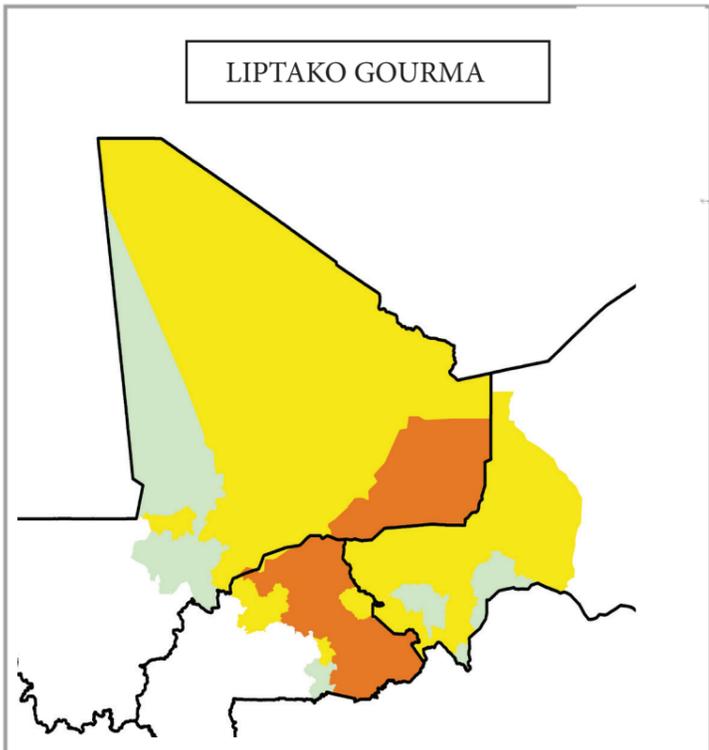
6,6 millions

Situation de crise alimentaire dans le Lac Tchad (Niger, Nigeria et Tchad) Situation projetée : juin-août 2024



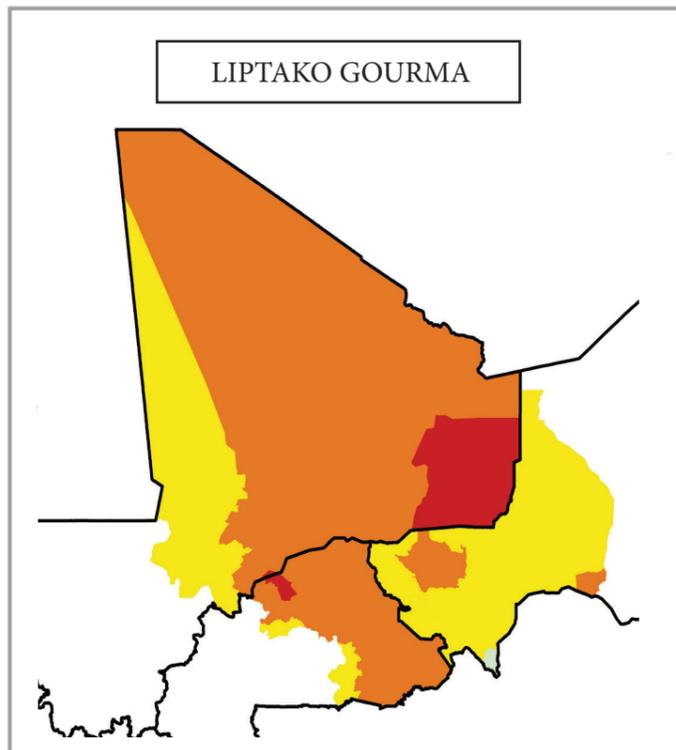
3,1 millions

Situation de crise alimentaire dans le Liptako Gourma (Burkina Faso, Mali et Niger) Situation courante : octobre-décembre 2023



4,1 millions

Situation de crise alimentaire dans le Liptako Gourma (Burkina Faso, Mali et Niger) Situation projetée : juin-août 2024



Légende

- Phase 1 : minimale
- Phase 2 : sous pression
- Phase 3 : crise
- Phase 4 : urgence
- Phase 5 : famine
- Non analysé
- Zones partiellement inaccessibles



Légende

- Phase 1 : minimale
- Phase 2 : sous pression
- Phase 3 : crise
- Phase 4 : urgence
- Phase 5 : famine
- Non analysé
- Zones partiellement inaccessibles

Recommandations

Actions urgentes :

- ▶ Développer et mettre en œuvre des programmes d'urgence pour apporter une assistance alimentaire et nutritionnelle immédiate aux populations en insécurité alimentaire et nutritionnelle (phases 3 à 5) afin de sauver des vies humaines et prévenir le risque de la malnutrition chez les enfants des ménages plus pauvre dans les pays concernés particulièrement ceux affectés par l'insécurité civile et/ou la crise économique (Nigeria, Burkina Faso, Tchad, Niger, Mali, Bénin, Togo, etc.) ;
- ▶ Faciliter l'accès aux humanitaires pour les interventions d'urgence dans les zones d'accès limités.
- ▶ Poursuivre les actions de renforcement des capacités techniques des membres des Cellules Nationales d'Analyse du Cadre Harmonisé pour une meilleure appropriation de l'outil avec sa nouvelle version 3.0;
- ▶ Appuyer et organiser les sessions de recyclages des analystes formés niveaux 1 et 2 ainsi que les membres du CT_CH sur les nouveautés du CH 3.0;
- ▶ Poursuivre et renforcer les capacités des systèmes nationaux d'information en matière de collecte, de traitement et de diffusion des informations sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle;
- ▶ Appuyer financièrement et techniquement les pays pour la mise à jour des zones de moyens d'existence et des profils HEA ;
- ▶ Renforcer l'intégration de la dimension genre dans le processus de la collecte des données et de l'analyse ;

A l'endroit des Partenaires Techniques et Financiers :

- ▶ Appuyer les pays dans la mise en œuvre des interventions d'urgence, résilience et des plans nationaux de réponses en faveur des populations vulnérables identifiées
- ▶ Soutenir les efforts des pays dans la mise en place des systèmes fonctionnels d'informations sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle et les moyens d'existence;
- ▶ Appuyer le Comité technique du Cadre Harmonisé dans le processus de développement et d'implémentation de l'outil dans la région Sahel et Afrique de l'Ouest et au-delà.

Méthodologie

Les présents résultats sont issus des analyses nationales qui se sont déroulées dans les pays du Golfe de Guinée en octobre 2023, au Cameroun, au Nigeria et dans les pays du Sahel en novembre 2023. Pour ce cycle, le Libéria n'a pas conduit d'analyse par manque de nouvelles données et pour le Cabo Verde, l'analyse se tiendra du 27 novembre au 01 décembre 2023 en utilisant le manuel 2.0 du Cadre harmonisé et son nouveau support d'analyse. Les données utilisées dans les pays pour analyser les indicateurs de résultats sont essentiellement issues des enquêtes de sécurité alimentaire et de vulnérabilité réalisées entre août et octobre 2023 selon les pays.

Ces enquêtes ont permis de rendre disponibles les indicateurs de résultats : score de consommation alimentaire (SCA), score de diversité alimentaire des ménages (SDAM), indice réduit des stratégies de survie (rCSI), échelle de faim des ménages (HHS), indice des stratégies d'adaptation basées sur les moyens d'existence (ISAME), des analyses d'économie des ménages - HEA (déficit de survie et déficit de protection des moyens d'existence), des enquêtes nutritionnelles (MAG - P/T ou PB) et des données de mortalité (TMM5, TBM). Les analyses nationales ont été revues, harmonisées et validées par le Comité technique régional du Cadre harmonisé (du 13 au 21 novembre 2023 à Conakry en République de Guinée). Les travaux étaient coordonnés par le CILSS avec la participation des partenaires techniques (ACF, CSAO/OCDE, EC-JRC, FAO, FEWS NET, FICR, IPC/GSU, OXFAM, PAM, Save the Children).